



Communauté d'agglomération Sophia Antipolis Un dynamisme économique à l'épreuve de la crise

La communauté d'agglomération Sophia Antipolis (Casa) compte 77 400 emplois en 2011, principalement localisés sur Antibes et la technopole éponyme. Bénéficiant de l'influence de cette dernière et d'une position géographique privilégiée, la Casa a fortement développé son économie depuis une quarantaine d'années. Outre le tourisme, elle s'est également tournée vers des secteurs de pointe, notamment l'information-communication et l'informatique. De nombreux emplois dits « stratégiques » se sont ainsi créés. Créations, accueil d'établissements extérieurs et développement des établissements déjà installés ont contribué à la vitalité de l'emploi salarié privé. Cependant, ces différents moteurs ont ralenti depuis la crise de 2008. Malgré une moindre résistance que sur des territoires comparables, la Casa a continué à créer des emplois, grâce au secteur de l'information-communication et informatique et celui de la santé-action sociale. Le tissu productif de la Casa, très concentré, se compose de nombreux petits établissements. Il est par ailleurs très dépendant de groupes étrangers. Avec de plus une main-d'œuvre vieillissante, il doit aujourd'hui faire face à de nombreux enjeux.

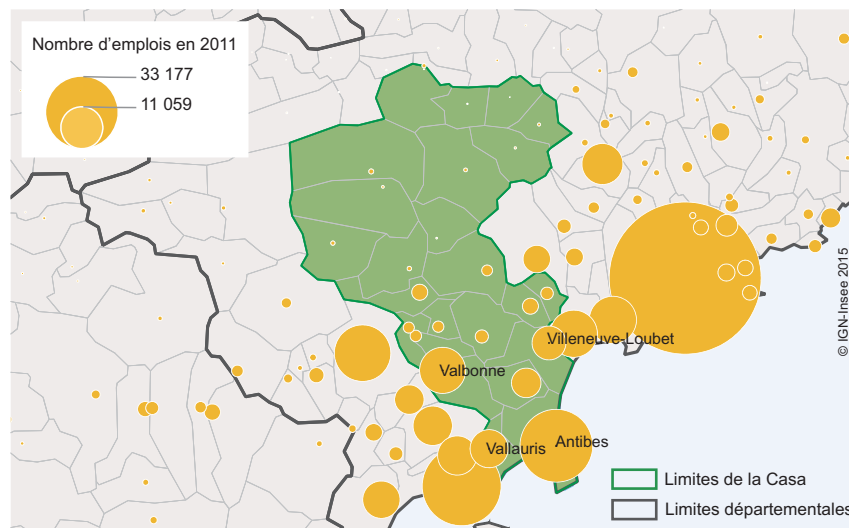
Junel Bernard, Jacques Pougard, Insee

En 2011, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (Casa) compte 77 400 emplois (figure 1). Antibes en concentre 43 %, soit une part identique à celle de sa population sur le territoire. Les communes de la technopole offrent proportionnellement plus d'emplois que leur population : Valbonne rassemble ainsi 17 % de l'emploi du territoire alors qu'elle n'héberge que 7 % de ses habitants. À l'inverse, Vallauris en rassemble seulement 12 % pour 16 % de la population.

L'emploi a fortement progressé sur la Casa depuis la création de la technopole. Depuis 1968, le nombre de personnes de 25 à 54 ans en emploi sur le territoire a triplé : + 2,7 % par an, contre + 2,4 % pour le référentiel composé de territoires comparables (encadré 1). Ce dynamisme a été particulièrement fort entre 1982 et 1990 (+ 4,2 % par an contre + 2,6 % sur le référentiel). Depuis, cette progression

1 Antibes et la technopole concentrent une grande partie des 77 400 emplois de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis

Nombre d'emplois des communes de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis en 2011



Source : Insee, Recensement de la population 2011

Encadré 1 - Territoire étudié, territoire de référence

Comparer la communauté d'agglomération Sophia Antipolis (Casa) à un référentiel composé d'entités semblables permet de pointer certaines spécificités ou enjeux propres à ce territoire.

Les cinq territoires retenus ont une population comprise entre 110 000 et 390 000 habitants en 2011 et une part de cadres des fonctions métropolitaines (CFM) dans l'emploi supérieure à 10,5 %. Ce sont les communautés d'agglomération du Pays d'Aix (CPA), du Niortais, d'Annecy, d'Orléans Val de Loire (AggLO) et du Plateau de Saclay.

s'est ralenti, moins cependant que sur le référentiel ; l'emploi n'augmente plus que de + 0,5 % par an entre 2006 et 2011 sur la Casa, contre + 0,1 % sur le référentiel.

Un nombre d'emplois industriels au même niveau qu'il y a 40 ans

Comme sur les territoires comparables, l'emploi de la Casa est de plus en plus tourné vers le tertiaire. La part de ce secteur a ainsi progressé de 27 points entre 1975 et 2011 (+ 21 points sur le référentiel). En 2011 le tertiaire représente 84 % de l'emploi total, soit un peu plus que sur le référentiel (82 %).

L'industrie est en revanche moins présente (9 % contre 11 %), mais elle semble avoir mieux résisté depuis 1975 (- 9 points contre - 14 points). Entre 1975 et 2011, le nombre d'emplois industriels a même augmenté de 14 % sur la Casa, alors qu'il a fortement baissé sur le référentiel (- 23 %). Cette évolution masque cependant deux sous-périodes : une forte augmentation jusqu'en 1990 (+ 42 %) et une baisse depuis (- 20 %).

L'agriculture représente dorénavant moins de 1 % de l'emploi. Sa part a fortement reculé (- 10 points depuis 1975, contre - 3 points sur le référentiel). Enfin, 7 % de l'emploi relève du secteur de la construction.

De nombreux emplois de « haut niveau » notamment dans les TIC

Les emplois de cadres et fonctions intellectuelles supérieures sont très présents sur la Casa (26 % contre 22 % sur le référentiel). Ils sont particulièrement surreprésentés sur les communes hébergeant la technopole, notamment Biot et Valbonne.

Près de 15 000 d'entre eux sont des emplois de « Cadres des Fonctions Métropolitaines » (CFM), c'est-à-dire des emplois de prestations intellectuelles, de conception-recherche, de commerce inter-entreprises, de gestion ou de culture et loisirs, qui sont occupés par une main-d'œuvre particulièrement qualifiée. En 2012, ils représentent 20 % des emplois de la Casa (contre 14 % sur le référentiel). Des cinq territoires comparables, seul le Pays de Saclay en possède davantage (29 %). Depuis 1982, la part de CFM a triplé sur la Casa, alors qu'elle a seulement doublé sur le référentiel (figure 2). Leur nombre a été multiplié par 5,5 sur la Casa (contre 2,8 dans les territoires comparables). Depuis 2006, leur

progression s'est fortement atténuée, devenant inférieure à celle du référentiel. Elle reste cependant nettement plus importante que l'évolution de l'emploi total (+ 2,4 % par an contre + 0,5 %).

Une grande partie de ces emplois stratégiques relève des activités d'information-communication et d'informatique. Ces dernières représentent 8 % de l'emploi total, soit trois fois plus que sur le référentiel. La technopole constitue en effet un pôle d'excellence dans ce secteur (pôle de compétitivité SCS, Telecom Valley, Sophia Antipolis Microelectronics...).

Une économie également tournée vers le tourisme

Autre caractéristique de ce territoire, son économie est fortement orientée vers le tourisme. Avec près de 7 400 emplois en moyenne sur l'année, il représente 9 % de l'emploi total moyen (hors agriculture et fonction publique d'état), soit trois fois plus que sur le référentiel. Sa saisonnalité est très marquée : le rapport entre le nombre d'emplois mensuel maximal et minimal est bien supérieur à celui du référentiel (2,3 contre 1,7).

Ce sont les sous-secteurs de la restauration et de l'hébergement qui concentrent le plus d'emplois touristiques (respectivement 36 % et 30 %). Avec un environnement propice aux activités touristiques, la Casa dispose en effet d'une capacité d'accueil très importante (103 lits touristiques pour 100 habitants contre 8 pour le référentiel). Ce profil touristique explique les types d'emplois proposés sur le territoire. Les professions indépendantes non agricoles, notamment les artisans et les commerçants, sont deux fois plus présentes qu'ailleurs

(10 % de l'emploi total contre 5 % sur le référentiel). L'économie de la Casa se caractérise ainsi par une plus forte part d'emplois non salariés (15 % de l'emploi total contre 9 %).

Enfin, le secteur public est particulièrement peu présent sur la Casa. L'administration publique, l'enseignement, la santé et l'hébergement médico-social sont moins représentés que dans certains territoires de comparaison (Aix-en-Provence, Orléans et Saclay). Ainsi seul un quart des postes salariés relève du secteur non marchand, contre un tiers sur le référentiel.

Fort développement de l'emploi salarié privé entre 2004 et 2013

Depuis une dizaine d'années, le secteur privé de la Casa porte la croissance de l'emploi salarié. Il a en effet augmenté de 1,5 % par an entre 2004 et 2013 (soit + 6 800 postes), alors que l'emploi du secteur non marchand a stagné. Cette progression est supérieure à celle de tous les territoires de comparaison, à l'exception de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix (+ 2,5 % par an).

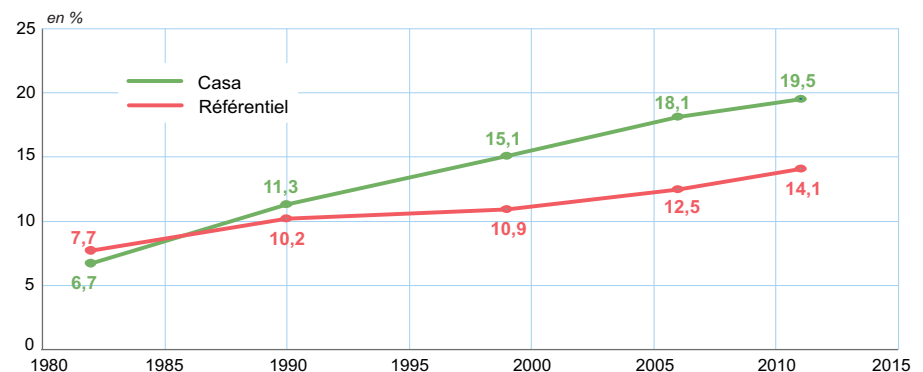
Au 1^{er} janvier 2013, la Casa compte 53 200 postes salariés privés et 19 000 établissements privés, dont deux sur trois n'ont aucun salarié. Ces emplois sont plus souvent situés dans de petits établissements (moins de 10 salariés) que sur le référentiel (28 % contre 21 %). Une trentaine d'établissements regroupent toutefois 23 % des postes.

Dynamisme du secteur « information - communication et informatique »

Les activités d'information-communication et d'informatique sont celles qui ont le plus progressé ces dernières années, à un rythme trois fois plus élevé sur la Casa que sur le référentiel (+ 6,2 % par an contre + 2,1 %). Avec 3 620 postes supplémentaires, ce secteur d'activité représente plus de la moitié de l'augmentation enregistrée entre 2004 et 2013 (figure 3).

2 En 30 ans, la part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi total a triplé dans la communauté d'agglomération Sophia Antipolis

Évolution de la part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi de la Casa et du référentiel



Source : Insee, Recensements de la population de 1982 à 2011

Les services aux entreprises (conseil - assistance et services opérationnels) ont également créé de nombreux emplois (+ 2 320 emplois depuis 2004, soit + 2,7 % par an). Cela traduit probablement une externalisation de plus en plus importante de ces activités, qui compense en partie la baisse de l'emploi observé dans le secteur industriel (- 1 070 postes, soit - 1,6 % par an).

Par ailleurs, plus de 30 % de la croissance de l'emploi est dû à trois secteurs plutôt destinés à répondre aux besoins de la population présente (résidente ou touristique). Ainsi, le commerce de détail-hôtellerie-restauration, la construction et l'enseignement-action sociale-santé ont créé 2 080 postes supplémentaires en 10 ans, soit une augmentation de 1,3 % par an. Ces trois secteurs, en particulier la construction, sont cependant moins dynamiques sur la Casa que sur le référentiel.

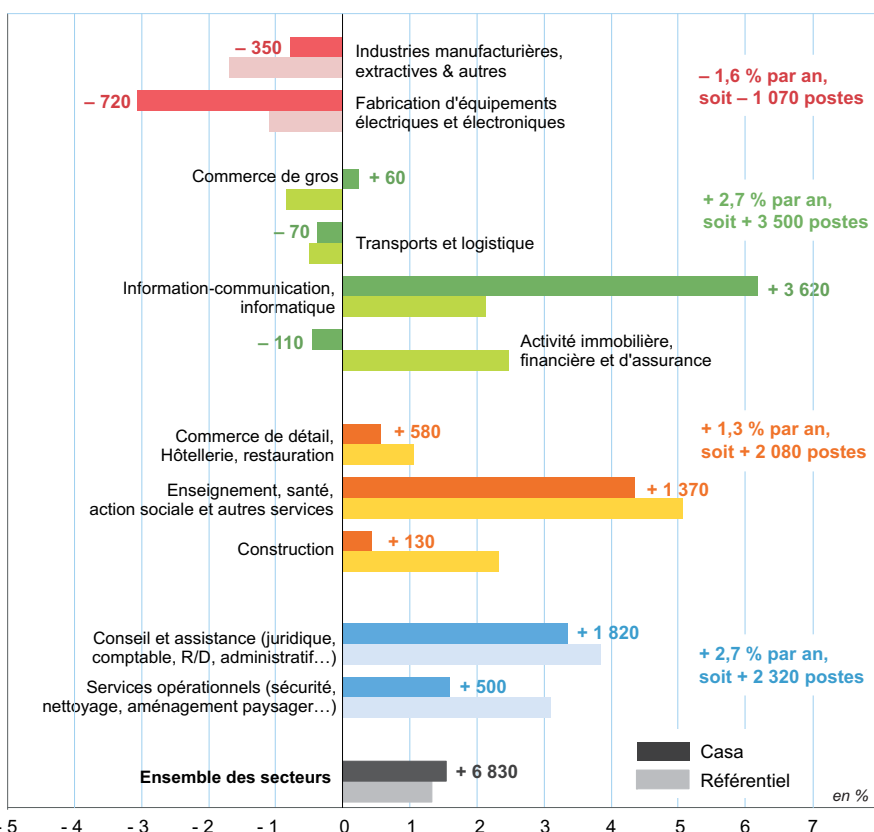
Création, dynamisme du tissu local et attractivité sont les moteurs du développement économique

Entre 2004 et 2013, les trois moteurs du développement économique (création d'établissements, attractivité et dynamisme du tissu local) ont contribué à la croissance de l'emploi salarié privé sur la Casa (*encadré 2 et figure 4*). Comme ailleurs, les créations ont compensé les disparitions et sont le principal facteur du dynamisme économique (+ 2 800 postes). Les établissements implantés avant 2004 sur le territoire, qui représentent 60 % des emplois privés de la Casa en 2013, y ont également participé. Ils ont généré 2 600 postes supplémentaires sur la période et ont été trois fois plus dynamiques que dans les territoires de comparaison. Près de la moitié de ces emplois supplémentaires ont été créés par des établissements qui ont déménagé au sein du territoire entre 2004 et 2013. Enfin, l'attractivité du territoire a permis la création de 1 400 postes supplémentaires depuis 2004. Parmi les territoires du référentiel, seule la CPA a été plus attractive économiquement sur la même période. Les deux zones avec lesquelles les transferts d'établissements ont été les plus nombreux entre 2004 et 2013 sont la métropole Nice Côte d'Azur (NCA) et la CA Pays de Lérins. Au final, le gain d'emplois dont a bénéficié la Casa au jeu des mouvements économiques avec l'extérieur s'explique exclusivement par ceux avec NCA (81 %) et l'Ile-de France (18 %). Avec le reste des territoires voisins, apport et perte d'emplois dus aux transferts d'établissements se sont compensés.

Les 6 800 emplois supplémentaires en neuf ans sur la Casa correspondent à près de 42 000 mouvements : 24 200 postes ont été générés entre 2004 et 2013 et 17 400 détruits suite à des disparitions ou des

3 Fort développement de l'emploi salarié dans les activités d'information-communication et informatique

Taux d'évolution annuel moyen entre 2004 et 2013 des postes salariés par secteur sur la Casa et le référentiel



Lecture : l'emploi salarié dans les activités de conseil et d'assistance a augmenté de 3,3 % par an en moyenne sur la Casa entre 2004 et 2013, soit + 1 820 postes en 9 ans.

Champ : postes salariés du secteur marchand non agricole (hors auto-entrepreneur).

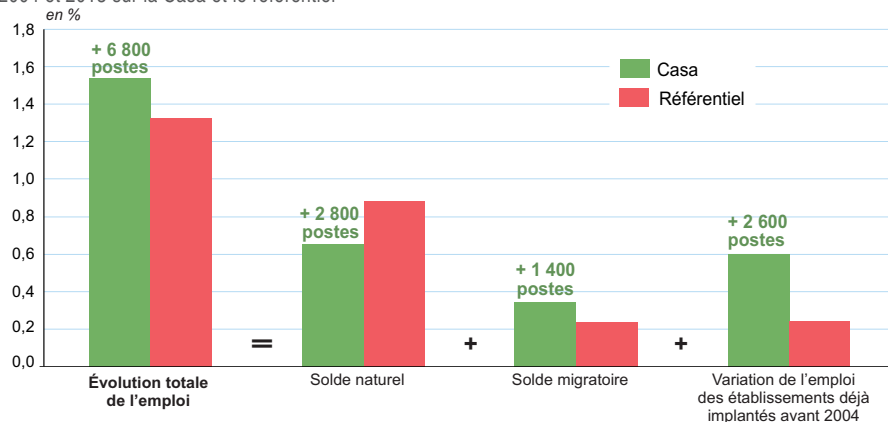
Source : Insee, REE 2004 à 2013, CLAP 2003 à 2012

départs d'entreprises. Comme ailleurs, créations et disparitions d'entreprises sont plus nombreuses dans les secteurs du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration : ils représentent 23 % de ces mouvements d'emplois salariés. Les secteurs des services aux entreprises, de l'information-communication et informatique et de

l'enseignement-santé et action sociale sont également parmi les plus dynamiques en terme de créations de postes. Enfin, un emploi sur trois des établissements qui choisissent de s'installer sur la Casa dépend des activités de conseil et assistance, et un sur cinq de l'information-communication et informatique.

4 Grande diversité des moteurs économiques sur la Casa

Contribution des différentes composantes de l'équation démographique à l'évolution de l'emploi salarié entre 2004 et 2013 sur la Casa et le référentiel



Lecture : entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2013, l'emploi salarié (postes) a augmenté de 1,5 % par an sur la Casa soit + 6 800 postes supplémentaires. Le solde d'emploi suite aux créations et disparitions d'établissements a contribué pour 41 % à cette croissance (+ 2 800 postes).

Note : en perpétuel renouvellement, le tissu économique d'un territoire évolue selon des logiques démographiques marquées par des créations et des disparitions (« solde naturel ») mais aussi des arrivées et des départs d'établissements (« solde migratoire »). À cela s'ajoute le développement ou le déclin de l'emploi dans les établissements ancrés localement, c'est-à-dire installés ou créés avant 2004.

Champ : postes salariés du secteur marchand non agricole (hors auto-entrepreneur).

Source : Insee, REE 2004 à 2013, CLAP 2003 à 2012

Des moteurs au ralenti depuis 2008

Le dynamisme constaté entre 2004 et 2013 masque les effets de la crise de 2008. En effet, si l'emploi salarié a fortement augmenté entre 2004 et 2008 (+ 3,1 % par an soit + 5 970 postes), sa progression a fortement ralenti depuis (+ 0,3 % par an entre 2008 et 2013). Les territoires du référentiel semblent mieux résister à la crise. En effet, l'emploi salarié privé y augmente deux fois plus vite que sur la Casa depuis 2008, alors que son développement était moins important sur la période précédente.

Entre 2004 et 2008, le dynamisme économique de la Casa a principalement été porté par les établissements anciens (déjà implantés avant 2004) et dans une moindre mesure son attractivité (figure 5). Entre 2008 et 2013, ces deux principaux moteurs sont à l'arrêt sur la Casa. Elle n'attire plus de nouveaux emplois par le biais des transferts (-0,1 % par an) et ses établissements anciens ne créent quasiment plus de postes (+ 0,1 % par an). Le renouvellement du tissu productif (solde naturel) résiste un peu et devient le seul moteur de la croissance (+ 0,3 %).

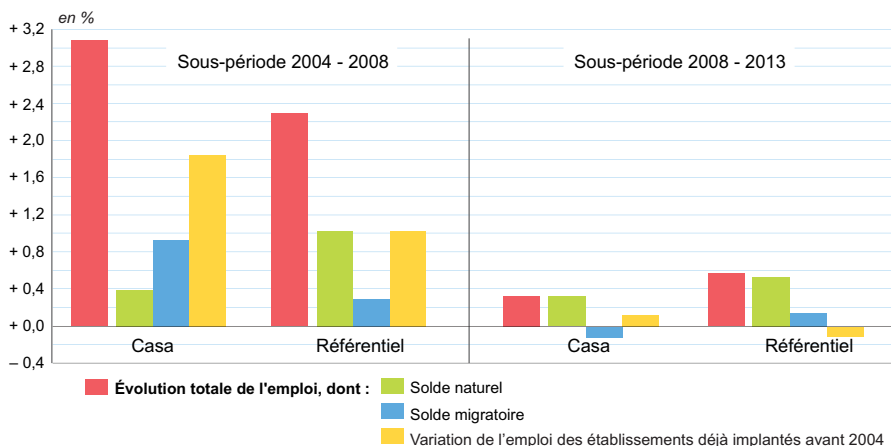
Sur le référentiel, entre 2004 et 2008, le renouvellement du tissu productif a contribué autant que les établissements anciens à la création d'emploi salarié. Depuis 2008, il résiste un peu, comme sur la Casa, mais demeure plus important (+ 0,5 %). Il y explique la meilleure résistance du tissu économique.

L'emploi salarié privé continue à se développer dans le secteur de la santé-enseignement-action sociale

La crise a impacté tous les secteurs économiques à l'exception de celui de l'enseignement-santé-action sociale qui crée de l'emploi salarié privé, à un rythme similaire avant et après 2008 (+ 4,4 % par an). Le secteur de l'information-communication et informatique continue aussi à créer des postes (+ 1 680) mais à un rythme deux fois moins important qu'avant 2008 (+ 4,4 % par an contre + 8,5 %). Les services aux entreprises, auparavant très dynamiques, ne génèrent plus d'emploi supplémentaire (+ 2 380 postes puis - 50). Enfin, le secteur

5 Des moteurs au ralenti depuis 2008 sur la Casa

Évolution de l'emploi salarié privé (postes) et des différentes composantes de l'équation démographique entre 2004-2008 et 2008-2013



Champ : postes salariés du secteur marchand non agricole (hors auto-entrepreneur).

Source : Insee, REE 2004 à 2013, CLAP 2003 à 2012

Encadré 2 - La démographie des établissements

La démographie des établissements observe leur renouvellement ainsi que les principaux événements qui surviennent au cours de leur existence. Cette étude s'appuie sur les données issues du répertoire administratif REE (Répertoire des entreprises et des établissements) entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2013. Seuls les établissements du secteur marchand non agricole sont pris en compte (hors auto-entrepreneur).

Différents types de nouveaux établissements sont repérés : les créations (créations « pures » ex-nihilo, réactivations d'établissement existant et reprises d'établissements), ainsi que les installations de nouveaux établissements suite à un déménagement (dit « transferts entrants »). De même, on recense plusieurs types de disparitions d'établissements : les disparitions (suite à une fermeture volontaire, faillite suivie ou non d'une reprise et cession), ainsi que les déménagements d'établissements (dit « transferts sortants »).

Les créations et destructions d'emplois salariés sont estimées à partir des données sur les postes de travail issues du système CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) au 31 décembre de l'année n-1.

industriel souffre particulièrement (- 140 postes entre 2004 et 2008 puis - 920 entre 2008 et 2013).

Des enjeux autour de la dépendance internationale et du renouvellement de la main-d'œuvre

Le tissu économique de la Casa est particulièrement exposé à la conjoncture internationale. En effet, plus d'un emploi salarié privé sur deux (soit 29 000 emplois) dépend d'un centre de décision externe à la zone. Celui-ci se trouve plus souvent à l'étranger que sur le référentiel (22 % contre 17 %). Le secteur information-communication et informatique est particulièrement concerné. De plus, comme ailleurs, plus d'un quart des

emplois de la Casa sont occupés par des actifs de 50 ans ou plus (soit 20 200 emplois) ; la main-d'œuvre est aujourd'hui relativement âgée. La question de son renouvellement va donc se poser, notamment dans quatre secteurs d'activités où cette proportion est nettement plus importante que sur le référentiel : le commerce, où se trouve la plus grande partie des personnes susceptibles de partir à la retraite au cours des prochaines années, l'immobilier et l'hébergement-restauration. Dans les secteurs de la santé et des activités immobilières, plus d'un tiers des emplois sont occupés par des actifs de 50 ans ou plus. Cette question de renouvellement de main-d'œuvre se pose davantage chez les non-salariés (40 % du total) que chez les salariés (24 %). ■

Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

17 rue Menpenti
CS 70004
13395 Marseille Cedex 10

Directeur de la publication :

Patrick Redor

Rédactrice en chef :

Claire Joutard

Crédits photos :

CRT Côte d'Azur - Robert Palomba

Dépôt légal : octobre 2015

ISSN : 2274-8199 (imprimée)

ISSN : 2417-1395 (en ligne)

© Insee - Région 2015

Pour en savoir plus

- Bernard J., Pougard J., « Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : Une croissance démographique au ralenti », *Insee Analyses Paca n° 24*, octobre 2015
- Chauvot N., Pougard J., « Métropole Nice Côte d'Azur : Une croissance démographique à retrouver », *Insee Analyses Paca n° 7*, novembre 2014
- Adaoust S., Belle R., « Faible développement des emplois stratégiques dans les grandes agglomérations », *Insee Analyses n° 4*, Insee Paca, février 2011
- Pégaz-Blanc O., « La communauté d'agglomération Sophia Antipolis : une forte attractivité à maîtriser », *Sud Insee l'essentiel n° 60*, Insee Paca, juin 2003



Insee
Mesurer pour comprendre